

SYNTHÈSE DU RÉCOLEMENT DES DÉPÔTS DES BIENS CULTURELS DE L'ÉTAT

SAÔNE-ET-LOIRE

Actualisation du 18 octobre 2018



La vierge et l'enfant (RFR51 MNR¹), sculpture en pierre, style XIV^{ème} siècle, déposée par le musée du Louvre en 1953 au musée des ursulines de Mâcon.

1 A la fin de la dernière guerre, de nombreuses œuvres récupérées en Allemagne ont été renvoyées en France parce que certains indices (archives, inscriptions...) laissaient penser qu'elles en provenaient. La plupart d'entre elles ont été rapidement restituées à leurs propriétaires spoliés. D'autres œuvres furent soit vendues, soit confiées à la garde des musées nationaux dans l'attente de trouver les propriétaires spoliés. Elles constituent ce qu'on appelle des MNR, « Musées Nationaux Récupération ». Voir le [Site Rose-Valland](#).

Table des matières

| | |
|---|----|
| Préambule..... | 3 |
| 1 - Les opérations de récolement des dépôts..... | 5 |
| L'état d'avancement du récolement des dépôts..... | 5 |
| Le résultat des derniers récolements..... | 6 |
| L'obligation d'inventaire annuel des dépositaires..... | 6 |
| La régularisation des « sous-dépôts »..... | 6 |
| 2 - Délibérations sur les biens recherchés..... | 8 |
| Œuvres retrouvées après récolement..... | 8 |
| Constat d'échec des recherches..... | 9 |
| Plaintes..... | 9 |
| Conclusion..... | 11 |
| Annexe 1 : textes de références..... | 12 |
| Annexe 2 : lexique..... | 13 |
| Annexe 3 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites..... | 15 |

Préambule

Créée en 1996, la commission de récolement des dépôts² d'œuvres d'art (CRDOA), placée auprès du ministre chargé de la culture, est chargée de piloter les opérations de récolement des dépôts des biens culturels de l'État. L'article D. 113-27 du code du patrimoine précise que les institutions déposantes « *exécutent les opérations de récolement selon les directives et sous le contrôle de la commission* ».

Les synthèses de la CRDOA sont des documents qui recensent, pour une institution ou pour un territoire (département ou pays), l'ensemble des opérations de récolement et post-récolement afférentes. Ces synthèses ne recensent pas les mouvements des œuvres (nouveaux dépôts, restitutions, restaurations, transferts) qui n'entrent pas dans le champ de compétence de la commission.

Cette synthèse s'adresse d'abord aux directions régionales des affaires culturelles qui ne sont pas toujours informées de l'ensemble des missions de récolement et de leurs suites. Elle vise aussi à inciter les préfets à prendre la mesure des problèmes juridiques et culturels que pose la mise en œuvre et le suivi du récolement des dépôts de l'État. Elle est enfin de nature à éclairer les responsables locaux sur le profit qu'ils peuvent tirer de ces récolements. Dans le département de la Saône-et-Loire, les déposants concernés sont :

Le **Centre national des arts plastiques (Cnap)**, établissement public du ministère chargé de la culture. Il assure la gestion du patrimoine contemporain national, veille à sa présentation publique, et encourage et soutient la création dans ses différentes formes d'expression (peinture, performance, sculpture, photographie, installations, vidéo, multimédia, arts graphiques, métiers d'art, design, design graphique). Il comprend une mission de récolement de dix agents, dont six mis à disposition par la CRDOA.

La **manufacture nationale de Sèvres**, établissement public du ministère chargé de la culture. Elle a pour mission de produire des objets d'art en porcelaine grâce à des techniques rigoureusement manuelles, transmises de génération en génération, depuis le XVIIIe siècle. L'établissement consacre la moitié de sa production à la création contemporaine dans le but de préserver les enjeux de la tradition et de la modernité. Un service du récolement et du mouvement des œuvres comprend cinq agents dont quatre mis à disposition par la CRDOA.

Le **service des musées de France (SMF)**, qui relève de la direction générale des patrimoines du ministère chargé de la culture. Il veille à la gestion des collections des musées (acquisitions, restaurations, mouvement des œuvres, inventaire, diffusion numérique), de la muséographie (bâtiments et équipements), de l'économie des professions et de la recherche. Il coordonne notamment les opérations de récolement des collections des musées.

La présente synthèse a été élaborée par le secrétariat de la CRDOA. **Elle présente pour le département de la Saône-et-Loire, les résultats des récolements et de leurs suites.**

² Sur les notions de dépôts, déposant, dépositaire, récolement, post-récolement... : cf. Lexique en annexe 2.

1 - Les opérations de récolement des dépôts

Le récolement est conduit par les institutions déposantes. Leurs rapports de mission sont ensuite transmis aux dépositaires, avec copie au secrétariat de la commission. Ces rapports présentent le bilan des récolements (œuvres récolées, localisées, non localisées) et les suites envisagées pour les œuvres non localisées (constat d'échec des recherches, plainte, titre de perception).

L'article L. 451-2 du code du patrimoine dispose que les collections des musées de France sont récolées tous les dix ans. Le Mobilier national est tenu d'effectuer un récolement chez chacun des dépositaires de ses biens tous les cinq ans (avec indication de l'immeuble où ils sont déposés et de la date de dépôt) (article D. 113-21 du code du patrimoine). Le Cnap est tenu de récoler ses dépôts tous les dix ans (par la combinaison des articles D.113-10 et D.113-2). Seule la manufacture nationale de Sèvres n'a pas formalisé à ce jour dans un texte une fréquence de récolement.

Le récolement ne se limite pas à un simple pointage de la présence physique du bien, mais consiste à réaliser une campagne photographique complète du bien, avec indication de sa localisation, de son état, de son marquage, de la conformité de l'inscription à l'inventaire. Les déposants adressent au dépositaire et à la CRDOA les rapports de récolement qui sont exploités ci-après.

L'état d'avancement du récolement des dépôts

Les 682 œuvres d'art déposées dans le département de la Saône-et-Loire sont récolées.

L'ensemble des dépôts du Cnap ont été récolés, soit 216 biens. Le récolement du Cnap date de 2000.

La manufacture de Sèvres a récolé ses 267 dépôts en novembre 2017. Ce nombre remarquable de biens déposés par la manufacture en Saône-et-Loire peut s'expliquer par l'importance des dépôts accordés aux musées de Mâcon et de Bourbon-Lancy en 1905. En effet, au début du XXème siècle, les pièces de Sèvres étaient déposées dans les musées des villes de province pour montrer la richesse et la diversité de la production de la manufacture. Les maires en faisaient la demande afin de répondre aux sollicitations des conservateurs soucieux d'enrichir leurs collections. Ce fut le cas pour la ville de Mâcon, dont le maire menait une importante politique culturelle. A Bourbon-Lancy également, de nombreux biens ont été déposés à l'occasion de l'ouverture du musée, probablement aussi grâce à l'appui du député de l'époque, Ferdinand Sarrien, natif et ancien maire de la ville.

Les musées nationaux ont récolé leurs 199 dépôts dans ce département. Les récolements les plus récents datent de 2018.

Le résultat des derniers récolements

| DÉPOSANTS | BIENS RÉCOLÉS | BIENS LOCALISÉS | BIENS RECHERCHÉS |
|--------------|---------------|-----------------|------------------|
| Cnap | 216 | 145 | 71 |
| Sèvres | 267 | 237 | 30 |
| SMF | 199 | 161 | 38 |
| TOTAL | 682 | 543 | 139 |

Source : rapports de mission de récolement des déposants.

Compte-tenu des biens retrouvés, les biens non localisés représentent 19,2% des dépôts récolés dans le département soit l'équivalent de la moyenne des départements (19,25%) pour les synthèses déjà publiées.

L'obligation d'inventaire annuel des dépositaires

Pour faciliter les opérations de récolement, et le cas échéant pour signaler des disparitions entre deux récolements, les dépositaires sont tenus de fournir chaque année un état des biens qu'ils détiennent comportant l'indication de leur emplacement et de leur état de conservation. Cette obligation doit être strictement respectée.

Ainsi chaque année, la direction de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières du ministère de l'intérieur synthétise les remontées statistiques des préfectures françaises en termes de dépôts d'œuvres d'art. S'agissant du département de la Saône-et-Loire, les chiffres communiqués par le ministère de l'intérieur ne correspondent pas aux chiffres de la CRDOA. **Un travail conjoint entre le ministère de l'intérieur et le secrétariat de la commission a été engagé sur cette question.**

La régularisation des « sous-dépôts »

Certains dépositaires déplacent les biens qu'ils ont reçus en dépôt, alors même qu'un tel déplacement doit être autorisé par le déposant. Par exemple, cinq biens déposés initialement au musée Rolin d'Autun ont été sous-dépôtés au théâtre municipal et au lycée militaire.

Si ces biens ne reviennent pas dans leur lieu de dépôt initial, **la CRDOA préconise que les déposants concernés régularisent ce déplacement en rédigeant un nouvel arrêté de dépôt.**

2 - Délibérations sur les biens recherchés

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la CRDOA délibérait sur les suites à donner aux biens non localisés lors d'un récolement. Depuis cette date, et dès lors que la doctrine est aujourd'hui partagée (par exemple : dépôt de plainte si visuel ; émission de titre de perception si carence manifeste du dépositaire...), les déposants ont été invités à déterminer eux-mêmes les suites à donner aux biens non localisés.

Le résultat des délibérations

| DÉPOSANTS | BIENS RECHERCHÉS | BIENS RETROUVÉS | CER | DÉPÔTS DE PLAINTE | BIENS RESTANT A DÉLIBÉRER |
|--------------|------------------|-----------------|-----------|-------------------|---------------------------|
| Cnap | 71 | 8 | 51 | 12 | 0 |
| Sèvres | 30 | 0 | 6 | 0 | 24 |
| SMF | 38 | 0 | 35 | 2 | 1 |
| TOTAL | 139 | 8 | 92 | 14 | 25 |

Source : CRDOA

La manufacture de Sèvres a récolé ses dépôts en novembre 2017 après la dernière délibération CRDOA en septembre de la même année. Vingt-quatre biens restent à délibérer.

Un lot d'étoffes d'Antinoé reste à délibérer au musée Rolin d'Autun.

Œuvres retrouvées après récolement

- Un tableau *Les branches de pin* de Chériane (FNAC 22859), déposé en 1953 à la préfecture de Mâcon, a été retrouvé en 2003 dans le bureau du secrétaire général du département.

- Cinq sculptures en plâtre, très endommagées, déposées au musée municipal de Bourbon-Lancy, ont été retrouvées par le dépositaire en 2004 au centre de l'enfance (ancienne dépendance du Château-Puzenat) ; *La Terre* de Raoul-Charles Verlet (FNAC 2259), *L'Éveil* d'Antoine Bourlange (FNAC 1721), *Trésor Maternel* de Charles Vital-Cornu (FNAC 2415), *Primevères* de Charles Perron (FNAC 2279) et *Diane et Endymion* de Léopold Morice (FNAC 1073).

En outre, l'œuvre *Vieux-port de Bourbon-Lancy* de Claude Rameau (FNAC 16258), déposé également au musée de Bourbon-Lancy a été retrouvé plus récemment en 2013 par le dépositaire.

Un tableau *Préhistoire futuriste de la vache* d'Alain Peclard (FNAC 10396), déposé à la mairie de Chalon-sur-Saône, a été retrouvé en 2003 dans l'agence nationale de création rurale de cette ville.

Ces constats militent pour que les dépositaires réalisent un premier pointage à partir de la liste des biens à récoler que le déposant leur adresse ex ante. Cette méthode peut favoriser des localisations d'œuvres en amont de la campagne de récolement et non en aval comme dans les exemples ci-dessus, ce qui peut par exemple éviter des dépôts de plainte non justifiés.

Par ailleurs, les dépositaires doivent faciliter les opérations de récolement en autorisant l'accès à toutes les pièces du (des) bâtiment(s) et les déposants doivent inspecter toutes les pièces dès lors que des œuvres sont manquantes.

Constat d'échec des recherches

Plusieurs raisons peuvent conduire la commission à constater l'échec des recherches :

- la date très ancienne du dépôt,
- l'absence de photographie de l'œuvre réduit les chances de la retrouver et conduit à ne pas encombrer les registres déjà chargés des plaintes enregistrées par les services de police,
- la difficulté d'identifier un objet au sein d'une série archéologique ou de céramique.

Cependant, le constat d'échec des recherches n'est pas une renonciation à retrouver l'œuvre, qui reste inscrite à la fois sur les inventaires du déposant et du dépositaire.

Plaintes

Tableau détaillé des plaintes

| DÉPOSANT | DÉPÔTS DE PLAINTÉ | PLAINTES DÉPOSÉES | PLAINTES RESTANT A DÉPOSER |
|----------|-------------------|-------------------|----------------------------|
| Cnap | 12 | 3 | 9 |
| SMF | 2 | 0 | 2 |
| Total | 14 | 3 | 11 |

Source : CRDOA

Seuls le Cnap et le SMF sont concernés par les 14 dépôts de plainte pour le département de la Saône-et-Loire :

- Deux plaintes ont été déposées le 28 mars 2008 auprès du procureur de la république par le maire de Clux pour deux tableaux non localisés : *Soleil dans un champ de Colza* d'Auguste Durel (FNAC 23157) et *Les garrigues* de Louis Montagné (FNAC 23071),
- Une plainte a été déposée le 25 septembre 2003 auprès du procureur de la république de Chalon-sur-Saône pour un tableau non localisé à la mairie de Louhans : *L'atelier* de Jacqueline Bordes (FNAC 7591).
- Neuf portraits souverains ont fait l'objet d'un constat d'échec des recherches en 2003 à la préfecture et à la mairie de Mâcon, à la sous-préfecture et à la mairie de Chalon-sur-Saône, à la sous-préfecture d'Autun et de Charolles.

Le 28 septembre 2017, la CRDOA a délibéré à nouveau dans le cas de ces portraits souverains et des dépôts de plaintes ont été demandés. Diverses actions de récupération engagées par l'État dans des cas de réapparition en vente publique de tels « *portraits souverains* » ont été couronnées de succès. Il convient d'en tenir compte.

- Lors du récolement de décembre 2001 par le musée du Louvre au musée municipal de Louhans, deux tableaux *Iris* (INV 4338) et une *Néréide* (INV 4339) de Duvidal de Montferrier, déposés en 1897 par le musée du Louvre, restaient recherchés après récolement. Ces deux tableaux ont fait l'objet d'un vol en 1980 mais le procès-verbal de dépôt de plainte n'a pas été retrouvé par le dépositaire. Le 28 septembre 2017, la CRDOA a délibéré à nouveau pour demander qu'une plainte soit déposée concernant le vol de ces deux tableaux.

Le Cnap et le SMF s'assureront du dépôt de ces onze plaintes par les bénéficiaires concernés.

Depuis plusieurs années et notamment depuis 2011 avec la création d'Étalab, le gouvernement s'est engagé dans une politique d'ouverture des données publiques. Dans cette perspective, la commission recommande à tous les déposants de publier en ligne leurs données en matière de dépôts, et notamment les photographies des œuvres recherchées, sous réserve du respect des droits de propriété intellectuelle. Même si la qualité de la photo n'est pas optimale, sa publication reste de nature à favoriser la redécouverte de l'œuvre, et la démarche répond à l'obligation faite aux administrations de publier leurs données.

Conclusion

L'entreprise générale de récolement, mise en œuvre selon les directives et sous le contrôle de la CRDOA, a pour objectif premier de préserver et de valoriser le patrimoine culturel français.

La circulaire ministérielle du 13 juillet 2017 rappelle que la gestion des œuvres d'art ou objets appartenant à l'État et déposés dans les bâtiments relevant de la responsabilité des préfets requiert, de la part des dépositaires, l'application de certaines règles de gestion et de conservation particulières. Elle désigne les préfets comme responsables de l'inventaire qui doit être adressé chaque année, pour le 15 mars, aux autorités déposantes et au secrétariat général - DEPAFI (sous-direction des affaires immobilières) du ministère de l'intérieur. Cet inventaire fournit une description des œuvres détenues (déposées ou affectées) avec leurs caractéristiques, leur emplacement précis et leur état de conservation. Des photographies doivent être jointes dès que cette possibilité existe. La circulaire évoque notamment les plaintes : les autorités déposantes, l'office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC - direction centrale de la police judiciaire) et la CRDOA doivent être destinataires d'une copie du récépissé de dépôt. Pour l'ensemble de ces démarches, le secrétariat de la CRDOA (crdoa@culture.gouv.fr) est à la disposition des services préfectoraux pour apporter conseil et soutien.

Au-delà, les synthèses établies par la CRDOA pour l'ensemble des déposants et dépositaires ont pour fonction d'informer les préfets de l'ensemble des biens culturels déposés par l'État qui font partie, selon l'article L. 2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, de son domaine public mobilier.

Les campagnes de récolement sont enfin le moyen, pour les dépositaires, d'engager un dialogue avec les déposants à propos de la politique des dépôts, en lien avec le préfet et le directeur régional des affaires culturelles. Les institutions et administrations dépositaires ont en effet la possibilité en recourant aux dépôts, de se doter de meubles et objets d'art, à des coûts réduits, et de participer ainsi à la diffusion et au rayonnement du savoir-faire français en matière de patrimoine culturel.

Il appartient à toute personne qui obtiendrait des informations sur ces œuvres disparues d'avertir aussitôt la CRDOA (crdoa@culture.gouv.fr) qui transmettra les éléments recueillis au déposant concerné.

Annexe 1 : textes de références

- **Code général de la propriété des personnes publiques : article L. 2112-1 : domaine public mobilier**
- **Circulaire du 3 juin 2004 relative au dépôt d'objets d'art et d'ameublement dans les administrations**
- **Textes instituant la CRDOA : articles D.113-27 et suivants du code du patrimoine**
- **Textes définissant les modes d'intervention des déposants et les obligations des dépositaires :**
 - **Centre national des arts plastiques : articles R.113-1 et suivants du code du patrimoine**
 - **Manufacture de Sèvres : décret n°2009-1643 portant création de l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges**
 - **Mobilier national : articles D.113-11 et suivants du code du patrimoine ; arrêté du 3 juin 1980**
 - **Service des musées de France : articles D. 423-9 à D.423-18 du code du patrimoine**

Annexe 2 : lexique

- **Notions générales**

- **Inventaire** : liste des biens (œuvres et objets) appartenant à une collection. L'inventaire des biens déposés doit être tenu par le déposant comme par le dépositaire.
- **Bien culturel** : il s'agit notamment d'une production artistique (peintures, sculptures, mobilier, etc.) ou d'objets relevant de l'archéologie, de l'ethnologie ou du patrimoine scientifique ou technique, au sens de l'article L. 2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques (4° à 11°, sauf 10°).
- **Notice** : fiche descriptive du bien et de son parcours (photo, carte d'identité [domaine, titre ou appellation, auteur, numéro d'inventaire, matière et technique, dimensions], informations relatives au récolement (date, résultat) et au post-récolement (suite à donner : maintien du dépôt, restauration, constat d'échec des recherches, dépôt de plainte, émission d'un titre de perception...).

-

- **Les dépôts**

- **Dépôt** : prêt de longue durée d'un bien appartenant à une collection pour être installé dans un musée, une administration, une institution pour être présentée au public (article 1915 du code civil : « *Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature* »).
- **Déposant** : institution qui procède au dépôt.
- **Dépositaire** : institution qui bénéficie du dépôt.

-

-

- **Récolement des dépôts**

Le récolement vient du latin « *recolere* », « passer en revue » et consiste, à partir des inventaires des institutions déposantes, à vérifier sur le terrain la présence et l'état de conservation du bien déposé. Les opérations de récolement, conduites à l'initiative du déposant, imposent une démarche contradictoire avec le dépositaire.

Bien localisé : bien dont la localisation est prouvée, soit parce que identifié par le récoleur dans le lieu de dépôt, soit parce que faisant l'objet d'un déplacement provisoire attesté (prêt, restauration).

Bien recherché : bien dont la localisation est inconnue. Le cas échéant, le bien peut être présumé détruit (l'hypothèse d'une redécouverte fortuite reste possible) ou déclaré volé (en cas d'effraction). Les suites à donner sont déterminées par le déposant.

Bien restant à récoler : bien restant à récoler dans un lieu de dépôt non encore visité ou bien qui n'a pu être inspecté lors de la visite du récoleur (musée en travaux, objet en caisse, déménagement de réserve, occupant du bureau présent à ce moment-là, etc.).

-

- **Le post-récolement des dépôts :**

Ensemble des démarches qui font suite au récolement :

- Lorsque le dépositaire retrouve une oeuvre signalée comme recherchée dans le rapport de récolement, il est tenu d'en informer le déposant, qui avertit la CRDOA.
- A l'issue d'un récolement, le déposant détermine les suites qu'il convient de réserver à chaque bien non localisé, et qu'il indique dans le rapport de récolement :

- soit un **constat d'échec des recherches (CER)** : ce terme s'applique aux biens qui demeurent recherchés à l'issue des recherches complémentaires. Ils restent inscrits sur les inventaires des collections nationales et dans l'inventaire du dépositaire. Le dépositaire reste tenu à un devoir d'information à leur égard. Les biens présumés détruits sont un cas particulier : ils ne sont pas radiés des inventaires du déposant ni du dépositaire, dès lors que la possibilité de les retrouver subsiste. Comme pour les autres CER, le dépositaire reste tenu à un devoir d'information à leur égard,

- soit la demande d'un **dépôt de plainte** : c'est une action de signalement d'une infraction, en cas de disparition d'un bien. C'est le dépositaire qui dépose plainte ; parfois le déposant dans certains cas particuliers. La plainte doit comporter le plus de précisions possibles permettant l'identification du bien (dernière localisation connue du bien, statut juridique, dimensions, accidents, manques, restaurations, marquages, photographies ou iconographie) ainsi que tous éléments utiles sur les circonstances des faits.

Les aspects de procédure pénale sont présentés dans le guide en ligne « [Sécurité des biens culturels](#) : de la prévention du vol à la restitution de l'objet volé » (cf. notamment pages 30 à 31, 36 à 39 et 67 à 71).

- soit la demande d'émission d'un **titre de perception** (systématiquement cumulée avec soit un CER, soit un dépôt de plainte) : procédure financière permettant, en cas de disparition d'un bien et de carence manifeste du dépositaire, le recouvrement d'une dette au profit de l'institution dépositante.

Annexe 3 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites

| Déposant | Commune | Lieu de dépôt | Récolés | Localisés | Recherchés | Retrouvés | CER | Plaintes | À délibérer |
|--|-------------------|------------------------------------|---------|-----------|------------|-----------|-----|----------|-------------|
| Préfecture et sous-préfectures | | | | | | | | | |
| Cnap | Mâcon | préfecture | 19 | 9 | 10 | 1 | 7 | 2 | 0 |
| Sèvres | Mâcon | préfecture | 11 | 4 | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| Cnap | Autun | sous-préfecture | 3 | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Cnap | Chalon-sur-saône | sous-préfecture | 7 | 5 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Cnap | Charolles | sous-préfecture | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Cnap | Louhans | sous-préfecture | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Opérateurs et monuments dont la gestion mobilière relève de l'État | | | | | | | | | |
| Cnap | Mâcon | chambre de commerce et d'industrie | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Autun | cathédrale | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SMF | Autun | cathédrale | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Autun | lycée militaire | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Collectivités territoriales (mairies, lieux de culte, établissements scolaires, musées) | | | | | | | | | |
| Cnap | Anost | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Autun | lycée privé St Lazare | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Autun | église | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Autun | musée Rolin | 7 | 4 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| SMF | Autun | musée Rolin | 45 | 32 | 13 | 0 | 12 | 0 | 1 |
| Cnap | Bois Sainte Marie | église | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Bourbon-Lancy | mairie | 6 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Bourbon-Lancy | musée Saint Nazaire | 27 | 15 | 12 | 6 | 6 | 0 | 0 |
| Sèvres | Bourbon-lancy | musée Saint Nazaire | 136 | 119 | 17 | 0 | 0 | 0 | 17 |

Annexe 3 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites

| Déposant | Commune | Lieu de dépôt | Récolés | Localisés | Recherchés | Retrouvés | CER | Plaintes | À délibérer |
|--|-----------------------|--------------------------|---------|-----------|------------|-----------|-----|----------|-------------|
| Collectivités territoriales (mairies, lieux de culte, établissements scolaires, musées) | | | | | | | | | |
| Cnap | Brese-sur-Grosne | église | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Chalon-sur-saône | Cathédrale Saint-Vincent | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Chalon-sur-saône | mairie | 4 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Cnap | Chalon-sur-saône | musée Vivant Denon | 35 | 34 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| SMF | Chalon-sur-saône | musée Vivant Denon | 32 | 31 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Sèvres | Chalon-sur-saône | musée Vivant Denon | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SMF | Chalon-sur-saône | musée Nicéphore Niepce | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Charolles | mairie-église | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Charolles | musée Jean Laronze | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SMF | Charolles | musée du Prieuré | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Charnay-les-Mâcon | mairie | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Cluny | musée Ochier | 13 | 10 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| SMF | Cluny | musée Ochier | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Clux | mairie | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Cnap | Cuisery | mairie | 6 | 4 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Cnap | Curtil-sous-Boffières | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Cuzy | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Digoin | mairie | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Ige | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | July-les-Buxy | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Lacrost | église | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |

Annexe 3 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites

| Déposant | Commune | Lieu de dépôt | Récolés | Localisés | Recherchés | Retrouvés | CER | Plaintes | À délibérer |
|--|-----------------------|---------------------|---------|-----------|------------|-----------|-----|----------|-------------|
| Collectivités territoriales (mairies, lieux de culte, établissements scolaires, musées) | | | | | | | | | |
| Cnap | Le Creusot | église | 2 | 0 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Cnap | Loisy | mairie | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Louhans | mairie | 7 | 6 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Cnap | Louhans | musée | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SMF | Louhans | musée | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Cnap | Mâcon | lycée Lamartine | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Mâcon | mairie | 5 | 2 | 3 | 0 | 2 | 1 | 0 |
| SMF | Mâcon | musée Lamartine | 65 | 45 | 20 | 0 | 20 | 0 | 0 |
| Cnap | Mâcon | musée des Ursulines | 26 | 18 | 8 | 0 | 8 | 0 | 0 |
| SMF | Mâcon | musée des Ursulines | 36 | 35 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Sèvres | Mâcon | musée des Ursulines | 119 | 113 | 6 | 0 | 6 | 0 | 6 |
| Cnap | Matour | église | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Mercurey | église | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Montceau | mairie | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Montret | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Paray-le-Monial | église | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Paray-le-Monial | musée | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Romenay | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Saint-Julien de Jonzy | église | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | St-Léger sur Dheune | église | 2 | 0 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Cnap | St Pantaleon | mairie | 7 | 6 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |

Annexe 3 : tableau détaillé des récolements et de leurs suites

| Déposant | Commune | Lieu de dépôt | Récolés | Localisés | Recherchés | Retrouvés | CER | Plaintes | À délibérer |
|--|-----------------|---------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| Collectivités territoriales (mairies, lieux de culte, établissements scolaires, musées) | | | | | | | | | |
| Cnap | Saint-Pons | église | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Senozan | mairie | 7 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Sully | mairie | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cnap | Tournus | mairie | 5 | 2 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| Cnap | Tournus | musée Greuze | 6 | 3 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| SMF | Tournus | musée Greuze | 8 | 7 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Cnap | Vitry-sur-Loire | mairie | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | | 682 | 543 | 139 | 8 | 92 | 14 | 25 |

Vert : tous les biens sont localisés – Jaune : biens recherchés – Rouge : restant à délibérer